economiesuisse



Initiative contre la libre circulation des personnes: une large alliance pour le maintien de la voie bilatérale

Le Conseil fédéral a recommandé aujourd'hui le rejet de l'initiative de l'UDC contre la libre circulation des personnes. L'alliance «Pour une Suisse ouverte+souveraine» salue la décision du gouvernement concernant cette proposition isolationniste, qui détruirait la voie bilatérale sans offrir à la Suisse de meilleure alternative. Cette initiative prive notre pays d'importantes options d'action et limite ainsi notre liberté et notre souveraineté.

Le message du Conseil fédéral sur l'initiative contre la libre circulation des personnes ouvre la voie à un examen parlementaire rapide et à une votation l'an prochain. La proposition soumise serait, à bien des égards, fatale. Cette initiative oblige en effet le Conseil fédéral à dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE un an seulement après le vote. Cette initiative ne sert pas les intérêts de la Suisse, de ses habitants et de ses entreprises : d'importantes réalisations en matière de liberté seraient jetées par-dessus bord, sans alternatives valables. Comme par exemple, le fait que les Suisses ont le droit de vivre, de faire des études et de travailler partout en Europe.

Après l'initiative dite « d'autodétermination » et le référendum contre la révision partielle de la loi sur les armes, cette initiative fédérale constitue une troisième proposition qui met clairement à l'épreuve les relations de la Suisse avec ses voisins européens.

En novembre 2018 et mai 2019, une large alliance nationale composée d'organisations politiques, économiques et de la société civile a réussi à faire échouer ces objets. C'est donc avec le même engagement qu'en 2020, nous ferons campagne en faveur d'un NON à l'initiative contre la libre circulation des personnes.